264

coupables de toute sorte de sang

Vous voyez, là, la ville, derrière... C'est la ville des LOBBIES.

Et bien dans quelques secondes elle va exploseR.

INCENDO, APERIODIQUE GRATUIT reproduction vivement encouragée

INCENDO

Le journal qui brûle d'en découdre

N° 1, novembre 2007



Allumer, brûler, incendier, embraser, rendre rouge comme le feu, éclairer, donner l'éclat du feu, réduire en cendre, détruire, livrer aux ardeurs de la passion, etc.

SOMMAIRE

***Incendo*, un journal qui brûle d'en découdre…** oui mais avec qui ? Contre quoi ? Contre toutes les formes d'exploitation, de domination, d'oppression et de conditionnement. Pour en finir avec l'insipide et dégradante survie que nous impose ce système, le capitalisme, et ses chien-ne-s de garde. « *La passion de la destruction étant une passion créatrice, c'est sur les ruines du vieux monde que nous bâtirons les cités idéales* ». En attendant, ce journal se veut au moins un outil pour la lutte. Outil de contre-information, de réflexion, de discussion, de critique, hors des idéologies, des dogmes et autres tours d'ivoire.
Centré sur l'actualité de la lutte des classes, et tout particulièrement au niveau local, *Incendo* est réalisé sans prétention par quelques avignonnais et se veut insoumis aux partis et organisations.



Pour nous contacter :

INCENDO c/o Les Chemins non tracés, BP 259,
84011 Avignon cedex 1. incendo@no-log.org

plus beau métier du monde... quand vous faites grève.
Santé: Risque de cancer et les antidépresseurs n'arrangent rien. Seule la grève peut vous sauver.

CHEMINOT-E-S



Cœur: Quoi qu'en disent les médias, tout le monde vous aime (bémol pour les contrôleurs).
Profession: Votre position vous permet de bloquer l'ensemble de l'économie et de faire plier n'importe qui ou quoi. Tenez bon!
Santé: Risque de cancer : attention aux magouilles des bureaucrates.

CADRES



Cœur: Vous êtes méprisés par ceux d'en haut et détesté par ceux d'en bas, le cul entre deux chaises, comme un con...
Profession: Une barricade n'a que deux côté, pensez-vous être du bon ?
Santé: Vos risque de cancer sont moindres mais attention au suicide.

DRH



Cœur: Il serait temps de vous rendre compte que vous êtes détestés comme la pire des charognes, et ce n'est pas sans raisons.
Profession: Vous risquez la mort à chaque seconde. Et si vous cessiez de faire chier les autres?
Santé: Risque de cancer, mais il n'y aura personne à votre enterrement.

POLITICHIEN-E-S



Cœur: Vous n'êtes intéressés que par le fric et le pouvoir. Vous disparaîtrez avec eux.
Profession: De droite ou de gauche, vous êtes au service du capital et assurez les intérêts de la classe dominante.
Santé: Le cancer c'est toi!

FLICS ET MATONS



Cœur: Vous n'en avez pas.
Profession: Défendant l'Etat et le capital en première ligne, vous ne profiterez malheureusement que des premiers jours de la révolution...
Santé: Risque de cancer, attention au plomb.

CHOMEUR/MEUSE-S, RMIstes.

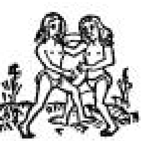


Cœur: Vous au moins vous pouvez câliner le matin... et l'après-midi aussi. Quelle chance!
Profession: Tant d'autres aimeraient être à votre place...
Santé: Risque de cancer malgré tout, prenez du repos.

PAYSAN-NE-S

Cœur: On a pas trouvé… désolées.
Profession: Mosanto ou Label bio, FNSEA ou La Conf', Charibde ou Sylla....
Santé: Risque de cancer.

AGENTS EDF-GDF



Cœur: Pensez-vous que l'on puisse vous aimer lorsque vous couper l'électroc à de pauvres gens ? Sabotez plutôt les compteurs.
Profession: Les coupures d'électroc vous permettent par contre d'aider d'autres secteurs à entrer en lutte et de paralyser une partie de l'économie.
Santé: Risque de cancer très élevé, nucléaire oblige..



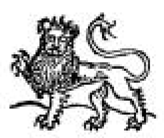
BELLES ET REBELLES

EMISSIONS DE RADIO!

« HAINE DES CHAINES » Contre toutes les prisons et la société qui les génère !
Pour briser le silence propre au milieu carcéral, Haine des Chaînes entend consacrer une partie de son émission à ce qui se passe dans les taules. Témoignages et réflexions d'ex-futurs prisonniers sont donc les bienvenus. Quant au reste, Haine des Chaînes trouvera toujours les mots pour exprimer son rejet de toutes formes d'enfermement.
Un lundi sur deux de 20h a 21h sur radio Galère 88.4 fm (Marseille) ou sur http://hainesdeschaines.free.fr

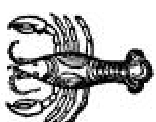
« BASSE INTENSITE »
Infokiosk radiophonique en direct des faubourg de l'antimonde.
Infos sur la guerre sociale, les révoltes en tout genre, les squats, présentations de brochures et autres lectures subversives.
Chaque quatrième mercredi du mois de 21h a 22h sur radio Galère 88.4 fm (Marseille) ou en direct sur http://radio.galere.free.fr.

L'HOROSCOPE DE LA LUTTE DES CLASSES!



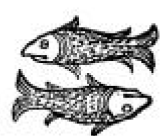
OUVRIER-E-S

Cœur: Une rencontre avec d'autres exploités pourrait s'avérer fructueuse, source de plaisir dans la subversion.
Profession: Grève, sabotage, freinage, perruque et bien d'autres armes sont à votre disposition. Qu'attendez-vous?
Santé: Risque de cancer, d'accident du travail, de maladies professionnelles. Si vous arrivez à la retraite, combien de temps en profiterez-vous?



PATRON-NE-S

Cœur: Personne ne vous aime et ça risque pas de s'arranger!
Profession: Dans votre thème, le prolétariat vous menace. Pendez-vous tout de suite!
Santé: Par chance vous n'aurez pas de cancer... vos salariés vous lyncheront avant.



ETUDIANT-E-S

Cœur: Vous êtes, parait-il, « *l'être le plus méprisé au monde* ». Réagissez!
Profession: L'exploitation ou le chômage sont au bout du chemin. Un autre choix : le blocage.
Santé: Les cancers apparaissent de plus en plus tôt.



ENSEIGNANT-E-S

Cœur: Vos élèves vous aiment... quand vous faites grève.
Profession: Vous faites le

PREAVIS DE GUERRE

« Si les syndicats veulent l'épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien ! ce sera deux mois sans train. Ou plutôt deux mois sans les cheminots. Moi j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut »

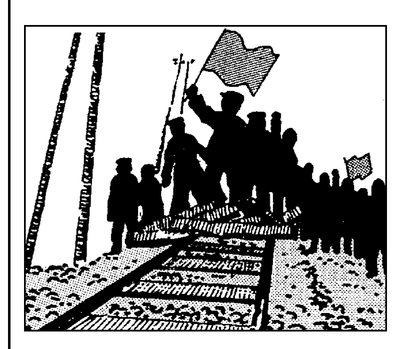
Nicolas Sarkozy, *Le Canard enchaîné* du 10 octobre

Il y a peu, le président Sarkozy menaçait, en off, de nous envoyer l'armée si la France restait bloquée deux mois... Ce qu'il y a de plus triste dans la situation présente ce n'est pas tant que le président d'une « démocratie moderne » menace d'employer des moyens militaires pour mettre fin à un mouvement social à peine amorcé ; ce n'est pas non plus que nous courrions le risque d'être défaits en cas d'affrontement massif. Non, le plus triste de toute cette histoire c'est qu'aux vues de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier, vu le peu d'organisation entre nous (travailleurs, précaires, chômeurs…) et l'apathie qui semble régner actuellement en France, les chars n'auront vraisemblablement pas à sortir de leur caserne. La guerre qui nous est faite se joue ailleurs, dans les innombrables contrôles que nous devons subir tous les jours (au boulot, dans le métro, à l'ANPE), dans l'occupation de nos vies par les forces de l'ordre et du travail. Et c'est là déjà que nous subissons les défaites et les humiliations quotidiennes qu'on nous vend comme faisant partie de l'ordre des choses. C'est de là aussi que nous devons reprendre l'offensive.



L'arsenal pour une mise au travail généralisé se renforce et s'affine. Il nous faudrait travailler plus tôt (avec le développement de l'apprentissage dès l'âge de 14 ans), plus longtemps cha-

que semaine pour aller claquer plus d'argent le week-end en centre de loisirs ou dans des magasins ouverts « exceptionnellement » tous les dimanches. Travailler presque toute notre vie pour consumer une retraite (bien méritée) en club med pour les moins amochés du travail, en hôpitaux et maisons de repos pour les plus « accidentés ». Il nous faudrait confondre vivre et travailler, vivre et être « utile », utile « socialement », nous dit-on. Travailler c'est être utile mais d'une façon bien particulière : engraisser des patrons tout en étant soi-même docile, craintif, envieux, isolé comme un atome économique lancé sur le marché du travail où les seules perspectives valorisées sont les solutions et réussites individuelles. Le « chacun pour sa



L'ART DE FOUTRE LA MERDE EN BLOQUANT LES FLUX !

La dernière loi sur le service minimum dans les transports (contre les grèves) révèle à quel point le moindre aléa dans la circulation des marchandises, travailleurs, et informations, peut être préjudiciable aux portefeuilles des patrons. La fluidité dans les transports est nécessaire dans la course aux profits. Nous détenons donc là une arme non négligeable.

Le transport a toujours été au centre de l'organisation du Capital. Depuis sa restructuration, entamée dès les années 70, son importance n'a fait que s'accroître. Faut que ça bouge, se déplace sans arrêt, de manière fluide, sans accroche et surtout de plus en plus vite. Les marchés s'élargissent, la production se délocalise, les flux s'amplifient. Le capitalisme fonctionne sans stock, c'est le principe du flux tendu, les marchandises doivent être livrées juste à temps. Tout doit donc circuler, marchandises, travailleurs et informations et de manière fluide.

Quand une grève éclate dans les transports, ce ne sont pas des usagers qui sont pris en otage, mais des travailleurs qui n'iront pas au turbin vendre leur force de travail, pour engraisser des gros porcs de patrons. Ce sont aussi des consommateurs qui n'iront pas acheter les produits qu'eux-mêmes ont fabriqués.

Nous ne pouvons qu'être solidaires des grévistes car quand une lutte éclate contre ceux qui nous exploitent, et nous condamnent à une existence de merde, boulot, métro, dodo, il n'y a que deux camps.

Solidarité active avec les grévistes ! Bloquons tout !
Blocage… et puis, pour d'autres réjouissances,
Sabotage, Pillage, Carnage…

REVUE DES REVUE / PISTES DE LECTURES

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Une publication diffusée gratuitement qui recense les luttes en France et a travers le monde. Une mine d'infos accompagnée de courtes analyses.
Echanges et Mouvement, BP 241, 75866 Paris cedex 18. Egalement téléchargeable sur http://www.mondialisme.org

HAUTE TENSION

C'est la petite et nouvelle feuille d'info du CRAN (Collectif Radicalement Anti-Nucléaire). Ce n° 1 (octobre 2007, 2 pages A3) donne des infos sur la récente succession d'incidents nucléaires dans le monde et la mobilisation dans la Manche contre l'EPR et les lignes THT.
http://www.anartoka.com/cran

CQFD

Mensuel d'info et de critique sociale basé à Marseille. De très nombreux articles et brèves, notamment sur le suicide au travail, la prison, les faucheurs anti-OGM, la farce électorale au Maroc, les expulsions de travailleurs sans-papiers, etc.
CQFD, BP 70054, 13192 Marseille cedex 20. www.cequilfautdetruire.org

CETTE SEMAINE

Une revue consacrée à la guerre sociale à travers le monde et qui aborde ainsi les actes de résistance au capitalisme et ses nuisances (notamment techno-industrielles), sabotages, manifestations, squats, répression policière, prison, etc.
Cette Semaine, BP 275, 54005 Nancy cedex, http://cettesemaine.free.fr

ECHANGES

Un petit bulletin, réalisé par un réseau de travailleurs, qui effectue une analyse très sérieuse, documenté et pas dogmatique pour un sou de l'actualité de la lutte des classes dans le monde. Une publication incontournable pour qui veut réfléchir hors des sentiers battus. Au sommaire de la dernière livraison (n° 122, automne 2007) : la situation sociale en France, le Chiapas, un gros dossier sur l'insertion de l'Inde dans le capitalisme mondial, les conséquences matérielles de la crise financière aux USA, un texte sur l'évolution des conflits ouvriers dans l'industrie automobile au XXe siècle, etc.
Echanges et Mouvement, BP 241, 75866 Paris cedex 18. Egalement téléchargeable sur http://www.mondialisme.org

COURANT ALTERNATIF

Le dernier numéro du mensuel de l'Organisation Communiste Libertaire (n° 173, octobre 2007) analyse le régime des retraites des cheminots, la franchise médicale, la crise financière actuelle, consacre un gros dossier aux grèves de 1947 en France, donne des infos sur le nucléaire, etc.
OCL/Egrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex (un n° gratos sur demande).



comme intermédiaires et agents de cogestion (les patrons français ne le comprendront qu'en juin 1936).

La seconde partie de la brochure est consacrée au retournement de conjoncture et aux grandes « *révoltes des OS* » des années 60 et 70 (notamment aux USA et en Italie, deux exemples ici étudiés). Ayant fait le plein des énormes gains de productivité obtenus par l'application de l'OST, le capital se trouve confronté aux pratiques du turnover et de l'absentéisme (qui permettent aux ouvriers un niveau de salaires relativement élevé et le plein emploi). Comme il devient trop onéreux d'investir pour augmenter la productivité, les gains se font par l'intensité du travail (accélération des cadences) et les économies (sur l'hygiène, la sécurité, les conditions de travail). La reprise de la conflictualité est alors importante et de nouvelles pratiques apparaissent : grèves sauvages (parfois sans revendications), sabotage, absentéisme, indiscipline, jeux, etc. (ce que l'on nomme alors l'antitravail). Cela révéle l'impasse du « *compromis fordiste* » (salaires, conventions collectives, etc.) :
« *les travailleurs ne peuvent tenir qu'en limitant au maximum leur implication dans la valorisation du capital, tandis que le capital ne peut obtenir l'indispensable augmentation de la productivité qu'en pressurant toujours plus le travailleur* ».
L'un des intérêt de l'antitravail est qu'il est un moment de rupture avec le « *vieux* » mouvement ouvrier puisqu'il ne produit pas de « *programme ouvrier de réforme du travail à la chaîne* », pas de programme d'affirmation de la classe ouvrière, aucune proposition alternative de développement du travail dans une société libérée de l'exploitation (bref, après la révolution, pas question de gérer ces usines de merde ! « *Demain nous prendrons les usines ! … Eh ben non j'en veux pas d'cette boite pourrie !* »).
Le capital se trouve donc obligé de trouver le nouvelles solutions (le « *post-fordisme* ») : fractionnement de la chaîne, automatisation, informatisation, souci du consommateur dans la tête des OS, etc. dont la mise en place concorde avec l'augmentation du chômage. On assiste alors, des années 60 aux années 80, à une inversion dans la courbe des luttes et à la défaite de l'antitravail (licenciements massifs, augmentation de la productivité, rétablissement de la discipline).

Mais le capital a toujours besoin d'augmenter sa productivité, de réorganiser en permanence la production, d'augmenter ses taux de profit. Ses victoires et ses offensives actuelles, celles que nous subissons actuellement (baisse des salaires directes et indirectes, intensification du travail, dégradation des conditions de travail, etc.) ne font qu'aiguiser les contradictions et sèment inévitablement les graines de leurs prochaines impasses et de nos luttes.

Affeni

gueule ». Le « marche ou crève » (tristement vérifié par les nombreux suicides au travail chez PSA, Renault ou Areva).

Le travail ne doit jamais cesser, ne doit pas s'interrompre même (et surtout) en cas de crise sociale... d'où cette idée de service minimum sous couvert de ne pas nuire aux « clients ». Il faudrait désormais se déclarer gréviste tout seul, finalement non plus tant comme travailleur partageant une existence et des conditions de travail avec ses collègues mais comme individu libre et abstrait, avec ses « opinions ». Il faudrait désormais que les seules existences collectives soient prises en charge par les syndicats qui doivent devenir légalement, avec la réglementation sur le service minimum, des instances co-gestionnaires, de bons « partenaires sociaux ». Plus directement, l'encadrement strict du droit de grève c'est la limitation des moments où peuvent se créer un rapport de force effectif et une vie collective entre collègues de travail, entre camarades d'atelier. C'est le désamorçage de la puissance politique lié au monde du travail, à notre inscription économique. La limitation du droit de grève tend à annuler toute possibilité de pouvoir peser directement sur nos vies, sans en passer par le relais des pouvoirs publics. A terme les seuls à pouvoir compter dans la France d'après seront les puissants du jeu politique, les gagnants du monde économique ; les autres devront subir la réforme nécessaire. Avec les forces de l'ordre pour calmer toute contestation, garantir le bon ordre policier au besoin.

Pour s'opposer à cette mise au pas généralisée les journées de mobilisation ne suffiront pas. Pourtant, il y a dans les arrêts de travail qui se multiplient à cette occasion un moment à saisir pour se rencontrer, pour développer des solidarités qu'on peut mobiliser à bien d'autres fins que la « prochaine journée d'action ». Déjà, à l'éphémère rassemblement d'individus (aussi nombreux soient-ils) que sont les manifestations-processions, s'ajoutent çà et là des piquets de grève qui sont autant de lieux où peuvent s'ancrer une conflictualité, se nouer des complicités et opérer un blocage réel de l'économie (plutôt qu'un simple ralentissement de l'activité lié à un jour chômé). Cette capacité de blocage constitue encore une menace. C'est ce qui effraye encore un peu la France d'en haut (c'est ce qui pousse Sarkozy à évoquer l'intervention des tanks pour calmer le jeu). Parce que la guerre sociale se joue là pour commencer. Bloquer réellement pour reprendre un peu de la vie que le travail nous arrache tout aussi réellement.

Des grévistes

tract distribué à Lyon le 18 octobre 2007

Coup de gueule

d'une étudiante suite à la « Réunion d'information » organisée par l'UNEF, le 13 novembre, à la Fac d'Avignon

Quoi, la privatisation, ce n'est pas politique ? Ça vous fait peur dès qu'on dit que c'est politique ? Mais tout est politique…

La nouvelle réforme sur l'université, dite « *loi d'autonomie des universités* », ça veut dire le renforcement du pouvoir exécutif du président de la faculté et la réduction extrême du budget de l'Etat dans l'enseignement supérieur et la recherche. Ca veut dire que l'université sera soumise encore bien davantage à la loi du marché, à l'investissement des entreprises privées.

Vous savez ce que c'est aujourd'hui la recherche ? La recherche hors du champ scientifique survit par des instituts nationaux, par des investissements publics : d'emblée, c'est des cadres institutionnels qui décident de l'orientation des recherches. Quant à la recherche scientifique, elle n'est plus fondamentale depuis belle lurette ; il s'agit d'une recherche appliquée qui ne peut exister qu'au travers de projets économiques.

A la « *réunion d'information* », seul la tribune UNEF a eu le droit de dire la messe, expliquant en détail les chiffres de la LRU, et refoulant au passage un cheminot qui voulait dire quelques mots aux étudiants. Un autre gars est venu parler « *à la tribune* », parce qu'il n'y avait soi-disant pas de micro mobile « *pour la foule* » ! Ce type disait qu'il travaillait à l'INRA et qu'il était inquiet pour son budget.

Vous savez ce qu'ils font en ce moment à l'INRA ? Ils travaillent avec le pôle nucléaire pour généraliser l'utilisation des rayonnements radioactifs, entre autre pour stériliser les aliments ; c'est une application qui a pris effet il y a déjà quelques années. L'irradiation d'une molécule d'eau désintègre irrémédiablement sa structure, créant d'autres composants radioactifs. Cependant le Visiatome (Marcoule), dit « *Centre de culture scientifique de l'énergie nucléaire* », nous certifie que le bombardement radioactif ne rend pas les aliments radioactifs alors qu'ils sont composés à 90 % d'eau !

La recherche scientifique n'existe déjà que par les investissements des groupes industriels. Mais la recherche qui ne concerne pas ce domaine intéressera quelle structure privée ? Des industries miteuses comme celle du patrimoine et du tourisme qui mesure l'avancée de la culture à leur chiffre d'affaire ? !

Alors quoi ce n'est pas politique ? LE politique, c'est le vivre ensemble (c'est vrai qu'on pourrait se demander si des gens vivent encore avec d'autres, du moins en se souciant des autres), à différencier de LA politique, cercle de pourris qui nous imposent leurs lois. LE politique, c'est ce qui définit nos existences. LA politique, c'est ce qui est susceptible de les gangrener un peu plus.

Le blocage n'est pas une prise d'otages, mais c'est un rapport de force. Il n'a besoin d'aucune légalité parce que précisément, lorsque des étudiants ou des marins se révoltent, c'est contre la législation. Un mouvement de révolte, comme c'est le cas d'un blocage, ne prétend pas à la légitimité, parce qu'il porte la légitimité de ces actes dans ce qu'il est. Il n'a pas à invoquer une majorité électorale, puisque si la démocratie électorale et la voie du suffrage universel direct lui avaient procuré satisfaction, il n'y aurait pas de mouvement de contestation.

Le blocage, c'est un rapport de force qui naît de ce que le capitalisme moderne nous impose. La démocratie, c'est une illusion. Blocage et révolte sont des réalités immédiates.



Bruno Astarian, *Aux origines de l'« antitravail »*
Paris, Echanges et Mouvement, 2005, 68 p.

Ils n'ont pas d'usage ouvrier de la chaîne !

> « *Les ouvriers de métier avaient toutes les qualifications pour produire ce qui est nécessaire à la société ; ils avaient donc la capacité de la gérer. Dans le travail de l'OST, l'ouvrier n'a plus d'autre base pour s'affirmer face au capital que le fait qu'il est, collectivement et éventuellement, individuellement, indispensable.* »

Voilà une petite brochure très dense et très riche qui aborde l'introduction au XXe siècle de l'organisation scientifique du travail (OST) ou Taylorisme dans l'industrie, les nouveaux types de résistance ouvrière qu'elle a provoqué (turnover, sabotage, absentéisme, coulage, jeux, etc.) et leur évolution au cours de ce siècle. Une lecture qui permet surtout de comprendre comment évolue la lutte des classes, comment le système d'exploitation dans lequel nous vivons s'est construit et sème les germes de sa propre destruction...

Au début du XXe siècle, les patrons américains se trouvent confrontés à la résistance des ouvriers de métiers à qui la possession d'un savoir-faire permet un contrôle sur leur activité, notamment sur le rythme, et leur donne du pouvoir dans l'atelier. Afin de les briser, est progressivement mis en place l'OST définie par Taylor : mise au point scientifique du travail (chronométrage) ; choix et formation des ouvriers ; collaboration ; prise en charge du travail de conception, surveillance, contrôle. Il s'agit de fractionner le travail en opérations simples pouvant être prises en charge (le plus vite possible) par des ouvriers moins qualifiés, les OS. Astarian note pourtant l'absence de défense du métier en tant que tel (la dignité du travailleur qualifié), la résistance ouvrière se fixant sur les conditions de travail, temps de travail, densité, cadences, salaires etc. Au quotidien on la trouve principalement sous la forme du freinage. L'introduction de la chaîne est la riposte du patronat, et le sabotage qui devient alors la seule arme pour ceux dont les gestes et rythmes sont dictés par la machine (la première chaîne apparaît en France en 1922 chez Citroën).

C'est la lutte des classes : apparition de nouvelles pratiques de résistances ouvrières, adaptation des techniques de production (pour les réduire), et transformation de la classe ouvrière se succèdent sans cesse au fil du siècle (car la contradiction d'intérêts entre deux classes antagonistes est permanente).

A noter également, l'antagonisme qui s'établit entre travailleurs et syndicats avec le passage au fordisme. Dès le début du XXe siècle les patrons et analystes capitalistes les plus intelligents (notamment aux USA) soulignent le rôle que peuvent et doivent jouer les syndicats dans l'encadrement et l'intégration des travailleurs,

race des exploités, les immigrés de l'intérieur ». Ils n'ont pas l'expérience du « vieux » mouvement ouvrier et, bien que dans la quasi-impossibilité de faire grève, ont bien conscience de l'insécurité et de la précarité de leur situation. En découle un je-m'en-foutisme évident et un retour de l'indiscipline qui inquiète les patrons car les « *jeunes des cités* » ne sont « *pas timorés* » et ont *« du répondant verbal et le réflexe vif des poings* ».

Le livre est frappant de par le contraste avec le discours dominant sur les ouvriers qui auraient, paraît-il, disparu. Il n'en est rien. Si, à l'échelle mondiale, la classe ouvrière est en perpétuelle expansion, en France le nombre d'ouvriers est aujourd'hui proche de celui des années soixante : autour de 6,5 à 7 millions d'ouvriers selon les statistiques officielles (contre 7,5 en 1962). De part l'accroissement de la population active, leur importance relative a diminué, ne représentant plus que 27 % des travailleurs. Toujours aussi nombreux donc, mais bien moins visibles car les concentrations industrielles regroupant des dizaines de milliers d'ouvriers ont disparu pour laisser place à des myriades de PME sous-traitantes[2]. C'est surtout « *l'identité ouvrière* » qui a disparu, cette reconnaissance personnelle, collective, officielle et culturelle de la masse des travailleurs en bleu[3].

En tout cas, après cette lecture, on ne voit plus la voiture comme un sale objet inutile mais comme une incroyable somme de gestes, de travail, de sueur, de peine et de souffrance.

Pierre

[1] Entre 1982 et 1987, sous la présidence de Jacques Calvet, l'effectif des usines Peugeot passe de 65 000 à 40 000 salariés. Chez Renault c'est Georges Besse qui s'est chargé du boulot.
[2] En 1979, les usines Peugeot de Sochaux comptaient 43 000 salariés, contre 15670 en 2003.
[3] Ce n'est d'ailleurs probablement pas un hasard si dans les années 90 Peugeot décide d'affubler ses ouvriers de combinaisons vertes. Il y a certes l'influence (parait-il stimulante) de cette couleur sur le psychisme, mais sans doute un autre objectif : « *effacer le bleu de notre mémoire ouvrière* ».

Productivité et antitravail

Un cabinet londonien de management a mené durant 4 ans (2003-2006) une étude sur 250 entreprises de 38 pays. Ses résultats confirment des enquêtes et rapports précédents : en ce qui concerne la productivité la France est en tête devant l'Australie et les USA. Les travailleurs français sont les meilleurs producteurs de richesse au monde. Mais, selon cette même étude ils ne sont pas très motivés… le « *temps de travail improductif* » aurait tendance à augmenter depuis 2003 où il représentait déjà 27 % du temps de travail, pour atteindre 35 % en 2006. Il s'agit du temps « *perdu* » au sein de l'entreprise (comme si on n'y perdait pas tout son temps !) que les salariés des entreprises étudiées passeraient à discuter autour des machines à café ou à surfer sur internet. « *En extrapolant audacieusement* » le « *coût économique* » de cette « *perte* » s'élèverait entre 5 et 9 % du PIB, soit 100 à 200 milliards d'euros. Cet démotivation serait due selon ces experts à « *la mauvaise qualité de l'encadrement et les lacunes en communication* ».

Source : *Le Figaro*, 25 octobre 2007.

Coup de gueule

LES FONCTIONNAIRES ET LA REVOLUTION?

Si les agents de la fonction publique sont bien souvent critiqués par les moutons réactionnaires, poujadistes ou tout bonnement de droite qui peuplent nos contrées, ils sont aussi parfois l'objet des sarcasmes et du mépris de certains éléments de la frange qui se trouve *au-delà* de la gauche de l'extrême gauche : « *pfff, rien à branler de leur grève pour des postes, du pouvoir d'achat… beurk… ou pire encore un régime de retraite !* ».
Evidemment, le problème fondamental ce n'est pas d'avoir ou pas une retraite, mais d'être obligé de bosser presque toute sa vie, d'être exploité, présuré, afin de produire la richesse de quelques-uns.
Evidemment, les grèves sauvages sans revendications à tendance émeutière cela existe (ou du moins cela a existé), c'est bien plus excitant et plus intéressant, mais cela reste le plus souvent l'exception[1]. Pourtant les grèves qui éclatent chaque jour sont des moments de la lutte des classes, des moment où celle-ci apparaît au grand jour, mais presque toujours pour des questions de salaires, de conditions de travail et, en ce moment, ces grèves sont surtout défensives… mais derrière cela, même si on en a pas conscience et qu'on ne peut donc le dire, il n'y a que l'exploitation (l'extraction de la fameuse plus-value)[2]. Et comme on ne le voit pas, il est difficile de dépasser les revendications catégorielles dans lesquelles on se trouve enfermé (c'est la force de l'Etat que de nous diviser de la sorte), ce qui pourtant serait le seul moyen de faire entrer en lutte la masse des travailleurs du privé et ainsi de faire « *plier* » le gouvernement[3]. Jamais les ouvriers ne font grève avec l'objectif conscient d'abattre le capitalisme, d'abolir le salariat, la valeur et l'Etat et, lorsque dans l'histoire ils ont fait des révolutions (abattu des systèmes économiques ou politiques) jamais ils ne se sont dit un petit matin : « *tiens aujourd'hui je vais faire la révolution* » et pourtant cela ne les a pas empêché d'en faire. C'est durant ces grèves et « mouvements sociaux» que les travailleurs discutent, réfléchissent, évoluent, se transforment et qu'apparaît la conscience.



Les mêmes qui se foutent de la gueule des grévistes (timorés) dénoncent pourtant les perfectionnements d'un système d'oppression, de conditionnement, de contrôle, d'éducation qui embrigade et formate les esprits de millions de prolos mais s'étonnent ensuite que ces derniers ne se révoltent pas !
Ils sont trop cons ! Ils travaillent alors que moi je

glande, ils achètent dans les supermarchés alors que je vole ; ils payent des loyers alors que je squat, ils boivent du rouge alors que je prend de la coke, etc. quelle bande cons ! Moi je n'en suis pas, d'ailleurs je n'ai pas de défaut puisque je ne fais *aucune* concession au système… ne suis je donc pas un prolétaire supérieur ? Le membre d'une élite qui pourtant rejette l'avant-gardisme ? Dans ce cas, s'il s'agit d'un choix personnel, objectif et réfléchi, les conditions de la lutte des classes n'ont que peu d'importance…
Mais, dans cet optique, qui pourra demain faire la révolution ? Ni les fonctionnaires, ni les cheminots, ni les agents EDF-GDF-Telecom, encore moins les étudiants, pas les ouvriers et employés (même pas ceux qui luttent pour de « *dérisoires* » augmentations de salaires)… mais qui va-t-il rester ? Quelques chômeurs, quelques délinquants, quelques émeutiers plus ou moins professionnels ? Aaaah, le retour de la vengeance du nouveau sujet historique de la lutte des classes ! Y'aura pas grand monde, ç a va pas être simple dites donc !

Personne ne peut dicter aux exploités leurs pratiques dans la lutte des classes (sinon les conditions), elles en expriment au contraire les limites. Et les limites ça se franchit parfois sans qu'on s'y attende, sans que ceux qui les franchissent ne s'en rendent compte. Bien qu'englués dans le pire des conformismes et la soumission « *volontaire* », les salariés d'aujourd'hui ne sont pas plus cons que les paysans français de 1788 ou les ouvrier russes de 1916…

Céline

Le MEDEF veut des syndicats forts

C'est en juin 1936, comprenant que des travailleurs non encadrés peuvent être dangereux, que le patronat français a pour la première fois regretté sa politique anti-syndicale. Devant la déliquescence actuelle des organisations syndicales, Laurence Parisot se demande si le MEDEF ne devrait pas « *favoriser une recomposition du paysage syndical* »… car « *si les syndicats étaient un peu moins nombreux, ils seraient un peu plus forts* »… eh oui, « *l'éclatement syndical est un handicap pour la mise en place d'un vrai dialogue social* », c'est-à-dire la mise au pas des conflits et l'augmentation de l'exploitation des travailleurs.

Source : *Libération*, 27 octobre 2007.

[1] Je cite souvent l'exemple des ouvriers de l'usine l'Electroréfractaire au Pontet, près d'Avignon. Ils ont mené à l'automne 1967 une très longue et dure grève et obtenu une victoire écrasante satisfaisant de l'ensemble de leurs revendications (salaires, conditions de travail, etc.). Or, en mai 1968, ils sont les premiers à se mettre en grève dans l'agglomération avignonnaise. Le patron vient les voir et leur demande affolé : « *Mais qu'est ce que vous voulez ?* ». Ils ne savaient pas, n'avaient rien à lui demander (les syndicats durent prendre les choses en main et mettre du temps pour trouver de nouvelles revendications).

[2] La défense des « *régimes spéciaux* » ou pour le « pouvoir d'achat » est une lutte contre l'intensification de l'exploitation (travailler plus pour gagner moins, les retraites n'étant qu'un salaire indirect) de même que refuser la baisse du nombre de poste dans un service, ne signifie pas obligatoirement l'exaltation de la valeur travail, mais bien plutôt refuser la surexploitation et la détérioration des conditions de travail qui en découlent pour ceux qui restent.

[3] Les syndicats, qui veulent conserver leur image et leur rôle de bon partenaires sérieux et cogestionnaires, tout en contrôlant « *leurs troupes* », ont tout intérêt à préserver de telles revendications catégorielles ; Le mouvement « *anti- CPE* » de 2006 l'a montré une fois de plus.

dont les « *cuisines habituelles* » entraînent la méfiance et dont les revendications ne collent pas avec les problèmes réels des ouvriers.

Au fil des pages on découvre comment, à partir des années 80, le patronat introduit de nouvelles méthodes de travail (robotisation et informatisation qui en



fait ne font qu'accroître la charge de travail, stocks zéro, flux tendu, etc.) et de management afin de briser la résistance ouvrière et d'augmenter sans cesse la productivité.
C'est notamment sur le contrôle du temps que va se jouer l'affrontement. Le patronat grignote chaque jour, chaque minute : réduction/suppression des poses, heures supplémentaires, rattrapage, travail le samedi, flexibilité, annualisation, intensification du travail, augmentation des contrôles, répression, sanction (contrôle plus serré des arrêts maladies), etc. Les rares moments de « liberté » disparaissent, on ne peut plus boire un café, fumer une clope, discuter avec un collègue… Du point de vue du rapport au temps, la victoire du capital semble écrasante et ruine bien des pratiques de résistance ou de survie : « *les OS ne s'amusent plus, il n'ont plus le temps* », « *l'heure est à la morosité* ».

Cet aspect matériel, s'accompagne aussi d'une offensive de type idéologique pour casser les liens de sympathies, les groupes, désagréger les formes de solidarité construites dans les ateliers, brouiller les repères. Des cabinets de consultants sont appelés à la rescousse, des méthodes managériales américaines ou japonaises introduites : imposer de faux consensus, faire adhérer l'ouvrier aux nouvelles valeurs de l'entreprise (autocontrôle, motivation, responsabilité, publicité, esprit d'équipe, compétitivité entre équipe, entre ouvriers), l'intégrer par un véritable « *bourrage de crâne* ». On utilise même un nouveau vocabulaire, véritable novlangue, et l'OS devient un « *opérateur* ».

L'apparition du chômage de masse à partir des années 80 et la multiplication des licenciements contribuent à cette débâcle[1]. Une partie de la production est alors réalisée à l'étranger et filialisations, délocalisations, externalisations, sous-traitance, temps partiel (loi Aubry) et intérim se développent. La loi sur les 35 h officialise ensuite des années d'expérimentations patronales visant à intensifier l'exploitation.

Ce qui se perçoit aussi à la fin du bouquin, c'est bien la modification de la classe ouvrière elle-même que provoque cette vaste restructuration. Les nouveaux ouvriers embauchés sont bien souvent des intérimaires, « *la nouvelle*

Note de lecture

Marcel Durant, *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)*, Marseille, Agone, 2006, 434 p.

Grain de sable sous le capot ! Résistance et contre culture ouvrière

« *Ceux qui luttent peuvent perdre, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà tout perdu* »
Grévistes de Peugeot, 1989.

Trente années passées sur les chaînes de montage de l'usine Peugeot de Sochaux, une « vie » à l'usine ! Voilà ce que raconte un ouvrier spécialisé (OS) dans ce terrible bouquin, un témoignage très éloigné de celui du classique militant syndicaliste ou politique, plutôt celui, plein de vie et de vrai, d'une « forte tête » (hostile à la hiérarchie, l'embrigadement et toujours prêt à faire grève) qui est resté à l'écart de la culture militante et des idéologies déformantes. Marcel Durand fait bien sûr le très cruel et très classique portrait de l'usine, lieux de mort où l'ouvrier doit « *perdre sa sensibilité, tuer sa personnalité, s'abîmer moralement et physiquement* » ; mais il nous montre aussi comment, en trente ans, se sont transformés le travail, l'usine, les ouvriers et de leurs pratiques.

Le plus passionnant est sans doute la description, parfois très drôle, de la résistance quotidienne des ouvriers sur la chaîne (résistance individuelle mais bien souvent collective, entraide, combines, etc.). Résister pour tenir le coup face aux restructurations successives et à l'intensification des cadences. Les années 70 voient l'explosion de ce qu'on a appelé « l'antitravail ». Cela peut-être le simple refus de saluer son chef, le retard, l'absentéisme (parfois organisé collectivement), la malfaçon pour quitter plus vite cette « *saloperie d'usine* » ou faire chier le chef, le fait d'aider un gars sur la chaîne pour qu'il puisse aller se reposer, les jeux et les blagues (« faire le fou pour ne pas devenir fou »), le blocage de la chaîne afin d'aller boire un café), etc. , une résistance aux formes multiples que l'encadrement combat de son mieux mais qui s'adapte aux nouvelles mesures de contrôle…. une course de vitesse.
Mais parfois c'est le ras-le-bol et la grève éclate, l'occasion de « *manifester son mécontentement et relever la tête en adulte responsable* », de s'exprimer. Grève d'autant mieux suivie si elle est à l'initiative de « la base » et non des syndicats qui dans ce témoignage n'échappent pas à la critique. Eux qui doivent « *courir pour rattraper, endiguer, canaliser et récupérer les débordements* »,

POUVOIR D'ACHAT :



La pauvreté augmente en France

En 2005 (dernier chiffres dispo) les pauvres sont encore plus nombreux qu'en 2004 : soit 3 733 000 personnes (6,3 % de la population) survivant avec moins de 680 € par mois (selon les statistiques françaises, car selon celles de l'Union européenne on est pauvre en dessous de 796 € par mois, ce qui fait tout de même 7 136 000 de personnes). Mais ça s'est sans doute amélioré depuis, non ?

Source : *Courant alternatif*, n° 173, octobre 2007

Les revenus des patrons français toujours en hausse

Les revenus des patrons français ont encore progressé en 2006, avec pour les 50 mieux payés de France, un revenu moyen de 3,8 millions d'euros sur l'année, soit l'équivalent de 316 années de Smic chacun ou d'un millier d'années de RMI.

Source : *Capital* du 25 octobre 2007

Les revenus du président en hausse

Tout le monde le sait, mais ça fait pas de mal de le rappeler : le Président de la République vient de s'augmenter lui-même de 140 %. Pourquoi ne ferions-nous pas tous de même ?

Le régime très spécial des députés…

De part la pénibilité de leur profession, les parlementaires français peuvent bénéficier d'une retraite à taux plein après 22 années de cotisation. Leur régime n'étant pas menacé, on ne les croise pas dans les manifs !

Source : *Le nouvel observateur* , 8 - 14 novembre 2007

BREVES DE LA PRISON DU PONTET

SUICIDE

Un de plus pour la prison la plus mortifère de France ! Dans la nuit du 26 au 27 octobre , un Colombien de 30 ans s'est suicidé dans sa cellule alors qu'il venait d'être écroué.

La Provence, 28 octobre 2007.

GRAFFITI

Le deux novembre dernier, un taulard a été condamné à deux mois de prison par le tribunal d'Avignon pour avoir écrit sur un mur de la taule une « *phrase outrageante à l'encontre d'un surveillant et d'une surveillante* ». Les deux matons ont empoché au passage 500 € de dommages et intérêt chacun.

La Provence, 3 novembre 2007.

AVIGNON ET LA RESTRUCTURATION DES FLUX DE L'UNION EUROPENNE

Qui n'a pas encore entendu parler du TGV Méditerranée, de la gare d'Avignon et sa « virgule », du site d'Agroparc, du parking Jean Jaurès et de la future ligne Est Ouest (LEO) ?

Des travaux titanesques pour des édifices et des aménagements à haute rentabilité.

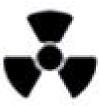
Si Avignon met le paquet et passe à la vitesse supérieure dans la restructuration de ses outils de gestion des flux, ce n'est pas un hasard. Il suffit de se pencher un tant soit peu sur une carte géographique pour se rendre compte que cette petite ville tient une place clairement stratégique dans ce que les économistes, patrons et politiciens nomment *hinterland* méditerranéen*, autrement dit, la base arrière logistique du port autonome de Marseille.

Stratégique, car Avignon se trouve être, sur plusieurs plans, un véritable carrefour. Un carrefour entre le Rhône et le Durance, comme entre le Vaucluse, le Gard et les Bouches du Rhône. Mais surtout, Avignon est à la croisée de deux axes, ou plutôt deux couloirs, drainant la circulation des flux de marchandises et de travailleurs, tous essentiels au capital. Ces couloirs ce sont des autoroutes A7 / A9-A8, des lignes ferroviaires, doublées le long du Rhône par un fret fluvial. Ainsi que les lignes à grande vitesse (LGV) avec le TGV Méditerranée (Paris–Marseille), et la future LGV reliant Barcelone, Marseille et Gênes. L'un des couloirs relie nord et sud de l'UE par la vallée du Rhône, et l'autre encore à l'état de projet et bénéficiant d'un plan d'aménagement euro-méditerranéen (ARCOMED), établit un lien entre l'Est et l'Ouest européen, soit sur tout le pourtour méditerranéen passant de l'Espagne à l'Italie.

Ce projet ARCOMED connectera de la façon la plus fluide et la plus directe possible les trois gigantesques ports-métropoles européens, Barcelone, Marseille, et Gênes, (voir par extension Valence et Rome), à son arrière pays, l'UE du Nord. Lorsqu'on sait que l'Europe espère voir d'ici 2015 une augmentation de 61 à 74% de son trafic maritime, on comprend qu'elle ne compte pas chômer ni dans la restructuration de ses ports-métropoles, ni dans l'aménagement de leurs interconnexions. Elle espère en fait capter et développer des marchés, promettant d'être fructueux, avec l'Asie et l'Afrique du Nord, au travers de cet arc méditerranéen rendu nettement compétitif.

Bref, aux yeux des planificateurs et globalisateurs obsessionnels, Avignon tient évidemment une place de choix dans le maillage du trafic économique européen, et c'est en lien direct avec les projets euro-méditerranéens que s'articulent les restructurations et aménagements du Grand-Avignon.

La LEO, n'a pas pour simple but de désengorger la rocade et ses va-et-vient de travailleurs moroses, elle doit permettre de drainer et fluidifier **un trafic routier qui ne va cesser de s'amplifier ces prochaines années, entre autre de part la mise en place du chantier multi-technique de ferroutage de Champfleury qui permettra la liaison rail-route entre les réseaux de voies ferrées des régions PACA et Languedoc-Roussillon, mais surtout de part l'intensification des flux sur l'ébauche du couloir



POLE DE COMPETITIVITE TRIMATEC

LEGENDE :

- Centrale nucléaire
- Usine de traitement de l'uranium
- Sites de déchets nucléaires
- Laboratoire de recherche du CEA
- Projet TRIMATEC
- Projet ITER
- Zone du pôle TRIMATEC

GRENOBLE, ROMANS, ROVALTAIN, VALENCE, CRUAS, PIERRELATTE, TRICASTIN, BOLLENE, BAGNOLS/CEZE, ORANGE, ALES, MARCOULE, AVIGNON, NIMES, CAVAILLON, MONTPELLIER, ARLES, CADARACHE, AIX, MARSEILLE, TOULON

cléaire et employant environ 5000 personnes, il s'agit du site nucléaire le plus important de France. Il rassemble une centrale de quatre réacteurs, une usine d'enrichissement d'uranium, Eurodif, fondée en 1974 par Georges Besse*****, et qui absorbe l'essentiel de la production électrique de la centrale, une usine de conversion d'uranium, Comurhex, et des laboratoires de recherche.

Dans le cadre du pôle TRIMATEC, les deux usines, Eurodif et Comurhex, sont en phase d'être remplacées en vue du renouvellement du parc nucléaire. Pour Comurhex II, le début des travaux est prévu pour début 2009, suite au processus réglementaire « *d'enquête public* ». En revanche, pour la 1ère unité (sud) de l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II, les travaux ont commencé depuis octobre 2006 sur la commune de Bollène. Et depuis la mi-octobre 2007, le déboisement a débuté à l'emplacement de la 2ème unité (nord) de GB II, qui accueillera un atelier de retraitement d'uranium appauvri, atelier REC II, dont la mise en service est programmé pour l'automne 2011.

La 1ère unité devrait être opérationnelle en 2009 et sa mise en fonction entraînera le démantèlement, entre 2012 et 2020, de sa consœur GB I située à Narbonne. Ce programme européen, porté par Arava et Urenco, société germano-anglo-néerlandaise, mobilise un investissement de 3,5 milliards d'euros sur dix ans. Il vise à remplacer le procédé français de diffusion gazeuse mis en place en 1979 sur GB I, par le procédé de centrifugation d'uranium déjà utilisé en Russie et au Japon. L'un des arguments de sa réalisation est l'économie d'énergie que ce système permettrait par rapport au procédé actuel, mais on imagine que les enjeux sont ailleurs. Il est dérisoire et hypocrite de prétendre produire de l'uranium à usage civil de manière économe, alors même que l'uranium, dès qu'il est à proximité de l'homme menace sa vie ; d'autant que ce système ne produit pas seulement de l'uranium enrichi, utilisé en centrale, mais également de l'uranium appauvri qui n'a lui qu'un usage militaire.

Hugues Blachère, directeur du Tricastin nommé à la mi-février dernier par Areva : « *Si nous investissons beaucoup d'argent, c'est parce qu'on pense qu'on va en gagner beaucoup.* » Sans parler de la perte d'énergie et des pertes humaines. Sur le long terme, c'est véritablement un projet efficace ET GAGNANT SUR TOUS LES PLANS !

* En agroalimentaire, on expose les aliments à des rayonnements radioactifs afin de détruire bactéries, champignons et virus. Cette stérilisation accroît la durée de conservation des aliments ; c'est aussi l'occasion de « *régénérer* » les produits avariés. Les utilisations de ce type sont diverses et variées.

** Cet été, des camarades ont squatté deux maisons, mystérieusement désertées par ses occupants, sur la zone de chantier de Rovaltain afin de dénoncer l'expropriation en cours et de s'opposer au large projet de pôle d'activités. Ils ont donné des projections sur le nucléaire, notamment sur des luttes d'opposition, et diffusait des tracts et brochures d'information sur le sujet, mais pas que… Ça a aussi été l'occasion de vie collective, de discussions et de concerts de préférence crusty. Suite à une décision du tribunal de Valence, l'occupation a pris fin le 21 septembre, au lendemain de la date de péremption de l'autorisation des débuts de travaux.

*** Georges Besse (1927–1986) Crème de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des Mines. Directeur général de la société nucléaire USSI en 1958, il fut promu en 60 par le général De Gaulle pour doter la France de l'arme nucléaire, et promouvoir le domaine de l'énergie nucléaire civil. Directeur général adjoint de CIT-Alcatel. Fondateur et président d'Eurodif en 74. Directeur général de la Cogéma en 76, et PDG en 78. Directeur de Pechiney-Ugine-Kulmann en 82. Directeur de la Régie Renault en 85. Assassiné le 17 novembre 86 par le commando Pierre Overney (nom d'un ouvrier maoÏste tué par un vigile de Renault), du groupe indéfini d'Action Directe, dont les survivants croupissent en taule depuis plus de 20 ans.

méditerranéen.

Si le TGV Méditerranée à décidé une halte dans la ville du pont d'Avignon ce n'est pas pour ses cigales et ses sachets de lavandes en tissus provençaux mais bien pour des raisons toutes autres, la future LGV Barcelone-Marseille devra en fait rejoindre les rails du TGV Méditerranée au niveau d'Avignon, le tronçon Avignon-Marseille sera alors commun au deux LGV, avant de se prolonger par le futur projet de LGV PACA jusque chez nos voisins italiens, à Gênes. Au passage, on notera également que cette gare est un atout essentiel pour nos valeureux chercheurs-étudiants européens en agro-nucléo-transgénique qui pourront venir travailler ardemment en semaine sur le site d'Agroparc et rentrer tranquillement le week-end dans leurs métropoles respectives Barcelone, Turin, Londres, Paris, Gênes, Bruxelle, etc…, en moins de 4h ! Youpi !!!

Enfin, pour les cadres, PDG, et autres éminents patentés, un moyen de transport hautement plus standing est aussi possible en Avignon, grâce à son aéroport et ses

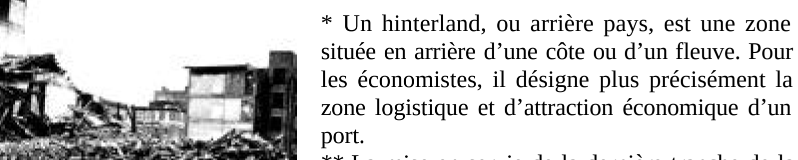


nouvelles lignes inter européennes, (qu'on se le dise !).

Pour finir et boucler ce petit tour nullement exhaustif des différents aménagements des flux du Grand Avignon, nous soulignerons la très prochaine ouverture du parking Jean Jaurès creusé deux ans durant, sous les remparts, le cours Jean Jaurès et aux pieds de la cité administrative. Et tout cela, à grands coups de sueurs, BRH, accidents de travails, tractopelles, pressions en tous genres et bétonamit. Après tant d'efforts, les premiers visiteurs l'auront tout de même qualifier de « *confortable et d'agréable à l'œil* ». Mais Marie José Roig ne peut se contenter de si peu, elle déclarait récemment : « *Ce parking doit répondre aux demandes des habitants, des touristes, des commerçants. Il doit ouvrir juste avant les fêtes de Noël pour que tout le monde puisse en profiter* ». Voilas qui est dit. Les bourgeois doivent pouvoir profiter de ce nouveau bunker pour venir en centre-ville/commercial, consommer et se gaver de dindes aux marrons, tout en ayant leur précieux 4x4 à deux pas et à l'abris de la populace.



Bernardo



* Un hinterland, ou arrière pays, est une zone située en arrière d'une côte ou d'un fleuve. Pour les économistes, il désigne plus précisément la zone logistique et d'attraction économique d'un port.

** La mise en servie de la dernière tranche de la LEO étant prévu au plus tôt pour 2015, il y a fort à parier que d'ici là, l'intensification des flux ne mettra que peu de temps à saturer ce contournement de la rocade. Il faudra alors planifier un nouveau contournement du contournement pour…2040 peut être… Mais en somme n'est ce pas là un des principes du capitalisme en restructuration permanente ?

« LA VIDEOSURVEILLANCE, GANGRENE D'AVIGNON »



En Avignon, la municipalité a installé un système très dense de caméras. Apparues dans les années 2000, elles se sont développées à une allure vertigineuse Certaines d'entre elles ont un angle de 360° et peuvent grossir jusqu'à 40 fois. Comme on ne peut pas les distinguer des autres, le plus simple est de les supprimer toutes.
Elles sont actuellement reliées par un réseau de fibres optiques souterrain au poste de police municipale. Là, dans une salle tenue secrète, devant un mur d'écrans diffusant 24 heures sur 24 la même soupe insipide, se relaient des équipes de 3 à 4 flics (et avant leur extinction, quelques « emplois jeunes »). C'est aussi dans cette salle, à laquelle eux seuls ont accès, que sont centralisés les appels des patrouilles et les télé-alarmes des bâtiments publics[1].

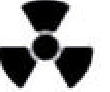
Les systèmes de surveillance par caméra apparaissent en Grande Bretagne dans les années 70 – 80, dans le cadre de mesures anti-terroristes. Leur généralisation en France date de la fin des années 90. Depuis le 11 septembre 2001, elles se sont développées comme la peste. A grands renforts de mensonge médiatique, le gouvernement a su tirer profit de l'évènement pour déclencher une grande mascarade in-sécuritaire. Le stratagème ne date pas d'hier : en 1995, l'équipée de Florence Rey et Audry Maupin sert d'alibi à Pasqua alors ministre de l'Intérieur pour imposer sa loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité[2].
Et cette invasion n'est pas en voie de s'arrêter : Michelle Alliot-Marie a déclaré récemment vouloir « *tripler en deux ans le nombre de caméras sur la voie publique* ». Il y en aurait actuellement 340 000 dont 20 000 dans le domaine public, ce qui porterait leur chiffre à 60 000 en 2009[3].

Selon le discours officiel, les caméras sont censées dissuader les délinquant-e-s de tous poils qui terrorisent les bonnes gens. En réalité, il est difficile de chiffrer le nombre d'agressions évitées par la vidéosurveillance. En revanche, la répression qui s'en suit est nettement quantifiable : dès qu'il faut faire accepter de nouvelles installations de caméras, la presse bourgeoise affiche avec emphase le nombre d'interpellations effectuées grâce à l'implantation de celles-ci[4].
Du côté du Ministère de l'Intérieur le discours sur les chiffres est sensiblement différent : si

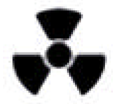
L'installation du laboratoire de l'IRD répond à la directive européenne REACH, nouvelle réglementation de contrôle et de remplacement des produits toxiques présents dans les biens de consommation courante par d'autres composants inoffensifs. Seule faille à cette belle idée : ce sont les entrepreneurs qui devront prouver la « *sûreté* » de leurs produits, et les produits toxiques ne seront remplacés que si cela est rentable économiquement. Le transport et le stockage de ces déchets toxiques venant de toute la France, avec les risques qu'ils impliquent, n'auront pour seule fin qu'une illusion de sécurité sanitaire et environnementale.
Le second centre, l'IRSN, est sensé traiter les problèmes d'irradiation des personnes ou des sites, contrôler et protéger les matières nucléaires, notamment « *contre les actes de malveillance* ». A Rovaltain, il regroupera un corps de 250 chercheurs pour l'étude des rayonnements ionisants, autrement dit des radiations et ses conséquences sur les êtres humains et l'environnement. De même, cela implique le transport et le stockage de matériaux radioactifs sur place dans une optique de soi-disant analyse et réduction des risques.
Ce projet est financé à hauteur de 8,5 millions d'euros pour aider à la reconversion des employés de l'industrie de la chaussure de luxe, ancienne spécialité locale : au lieu de tanner le cuir, les locaux pourront brasser des déchets toxiques et radioactifs ! Mais c'est un projet qui regroupe surtout des spécialistes du nucléaire, propagandistes et chercheurs, payés pour leurs hautes compétences, notamment de préservation du « *secret professionnel* ». La proximité de la récente gare high-tech Valence-TGV n'est pas innocente car elle facilitera leurs déplacements**.

TRICASTIN (limitrophe des département de la Drôme, de l'Ardèche et du Vaucluse)
Servant en amont et en aval le cycle nu-

ITER



La proposition d'un programme international de réalisation de la fusion nucléaire, joliment nommé « *de maîtrise de l'énergie des étoiles* », est lancée en 1985 par Gorbatchev au Sommet de Genève. Le projet rassemble progressivement, sous l'autorité de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), la Russie, les Etats-Unis, l'Europe, le Canada, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la Suisse. Parmi les sites de construction proposés en 2003, le choix de Cadarache est concédé à la France par un accord franco-nippon, tandis que celle-ci commence déjà les travaux. Il s'agit avant tout de relier l'étang de Berre à Cadarache par l'aménagement d'un large axe routier, afin de permettre l'acheminement des matériaux de construction. Aucune opposition de la population locale : pour son silence, elle aura une route neuve payée par les autorités locales.
L'Accord international de la réalisation du programme ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) à Cadarache est signé en juin 2005, validé par un Accord de siège ITER, signé par Pécresse, le 23 octobre 2007. Cet accord permet aux travaux de construction du site de débuter; il devrait durer entre 8 à 10 ans. Quant à la phase d'exploitation, elle devrait commencer en 2015 pour une durée de 20 ans. Cependant le Centre d'Etudes de Cadarache concentre actuellement 296 personnes venues de 30 pays, et d'autres chercheurs accompagnés de leurs familles doivent rejoindre le site.
Que la fusion soit réalisée, c'est tout ce qu'il y a de moins sûr, outre les problèmes d'approvisionnement en deutérium et en tritium, essentiels à sa réalisation. Un projet de 40 ans à 40 milliards d'euros qui risquerait de ne pas aboutir, ce serait dommage !



Vers une nouvelle ère du nucléaire

Face à la « *prise de conscience* » des risques liés au réchauffement climatique, nucléocrates et gouvernement vantent les avantages « *verts* » de l'énergie nucléaire sur les combustibles fossiles. Les velléités d'indépendance énergétique de nombreux pays trouvent dans le nucléaire le moyen de pallier à la raréfaction du pétrole dont la récente hausse des prix laisse entrevoir le bouleversement énergétique que représentera cette pénurie. La France, qui est un « *pays leader* » en matière d'énergie nucléaire avec le groupe industriel AREVA (11 % de la production mondiale en 2006), multiplie accords inter-gouvernementaux tout en réaménageant son parc nucléaire.

Début 2005, le gouvernement français signe l'accord international du programme ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*) désignant Cadarache comme le site de construction du réacteur expérimental de fusion nucléaire. Au même moment, il lance le projet MATCOS, création du pôle de compétitivité TRIMATEC (*TRIcastin-MArcoule-TEChnologies*) qui concerne six zones de Rhône-Alpes, PACA et Languedoc-Roussillion : ROVALTAIN, Tricastin-Marcoule, Nîmes, Alès, Montpellier et Cavaillon. Porté par EDF, AREVA et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), il projette d'utiliser « *les procédés issus de la recherche nucléaire dans des applications non-nucléaires* », c'est-à-dire de faire usage des « *bienfaits* » de la radioactivité dans les secteurs industriels* autres que l'électricité et l'armement, par la collaboration avec d'autres pôles comme le PEIFL (*Pôle Européen d'Innovation Fruits et Légumes*) ou le PASS (pôle *Plantes Arômes Senteurs Saveurs*). Parmi les ambitions de TRIMATEC, on trouve aussi le renouvellement des infrastructures d'exploitation nucléaire et la mise en place de structures institutionnelles de contrôle et de recherche, de paravent démocratique et de propagande. Il rassemble industriels, chercheurs et universitaires afin d'implanter le nucléaire dans tous les secteurs industriels par la mise en place de réseaux d'échanges entre entreprises, instituts de contrôle et centres de recherche. L'objectif est de rendre le recours au nucléaire incontournable, au-delà de son apport énergétique, dans l'agroalimentaire, l'agroaromatique, la pharmaceutique, le médical, la cosmétique, la chimie, etc.
Le 16 octobre 2005, le Comité interministériel pour l'Aménagement et la Compétitivité des territoires (CIACT) a entériné deux zones de Recherche et Développement, sur le sites du Tricastin et de Rovaltain. Cette « *labellisation* » permet aux entreprises concernées de bénéficier de mesures d'allègement fiscal.

ROVALTAIN (*syndicat mixte comprenant 53 communes situées entre ROmans-sur-Isère, VALence et TAIN-l'Hermitage*).
Ce site, actuellement en travaux, accueillera à terme les sièges de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) dans une optique de déculpabilisation des industries et du nucléaire. Ce sont deux centres de recherche et de « *réglementation* » des produits toxiques, conséquence inévitable de la suractivité industrielle et nucléaire locale et nationale.

les vols et dégradations sont en baisse, le nombre d'agressions augmente perpétuellement. D'ailleurs, un rapport de l'Observatoire National de la Délinquance publié récemment stipule qu'une agression sur deux a lieu dans le cadre familial. Peut-être que bientôt, si j'ai de la chance, Big Brother s'installera dans ma chambre, ou sous ma douche…

<u>« Un bon consommateur est un consommateur insécure »</u>[5]
Ces deux discours qui semblent contradictoires, vont dans le même sens : distiller la peur et resserrer le contrôle social. S'il y ambivalence du discours, elle se situe plutôt à un autre niveau. Au bon citoyen, les autorités disent : « *on vous protège, votez pour nous, continuez d'avoir peur et de faire ce qu'on vous dit !* ». Par contre, à tous les autres, ont dit : « *tenez vous tranquilles ou il vous en cuira !* »
Ainsi se tisse la stigmatisation d'une certaine partie de la population, ouvriers, grévistes, voleurs, vandales, taggueurs, casseurs… et plus récemment, *Blacks Blocs* et autres « *anarchistes autonomes* » ; autrement dit les classes dangereuses pour le capitalisme.

<u>Un urbanisme à visage humain</u>
Face aux craintes/reproches des commerçants qui se plaignent de la recrudescence des « *incivilités* » en Avignon, Marie-José Roig n'a qu'une seule réponse : plus de surveillance. C'est à dire plus de flics (ou éducateurs), de nouveaux commissariats et des caméras. Tout de même, « *on ne peut pas laisser penser aux riverains qu'ils sont laissés à l'abandon* »[6].

La nouvelle vague qui nous attend est prévue pour le printemps 2008 avec l'installation de six nouvelles caméras dans les rues Joseph Vernet et Saint Agricol, la

L'invasion des caméras en Avignon

1999 : Consultation téléphonique sur un échantillon de la population avignonnaise au sujet de la mise en place de systèmes de sécurité, pouvant éventuellement comprendre la vidéosurveillance, en priorité sur les parkings. Les 71% de crétins qui ont répondu favorablement à cette vague question représentent pour la mairie « *une forte demande* ».
2000 : 19 caméras fixes sont installées pour contrôler l'accès des zones piétonnes.
2001 : Autorisation préfectorale pour la mise en place d'un réseau de caméras reliées par fibre optiques au commissariat de police municipale.
2002 : 13 caméras 360° extra muros reliées par fibre optique à la police municipale (750 000 Euros).
2004 : 11 cameras 360° intra muros. (400 000 Euros). Autorisation préfectorale pour l'enregistrement des images 24 heures sur 24. Elles doivent être détruites au bout de 7 jours sauf en cas de flagrant délit où elles rejoindront les dossiers d'instruction.
2006 : 5 nouvelles caméras et 7 autres en projet sur des bornes d'accès
2007 : au total 82 caméras intra muros et sur les remparts comprenant caméras municipales, systèmes de surveillance des bâtiments publics et bornes d'accès aux zones piétonnes (non exhaustif).
2008 : 6 caméras pour un coût de 300 000 euros. Installation du système de transmission des images à la Police Nationale, financé par le Ministère de l'Intérieur.

Les différentes étapes ont été réalisées par l'entreprise Sogetrel, implantée dans les Vosges, spécialisée dans « *l'intégration de réseaux de télécommunication* », et qui a réalisé entre autres les réseaux de surveillance des autoroutes, de la RATP, de quelques usines et de quelques villes comme Montpellier, Nîmes, Saint-Etienne, Rennes, Orléans...

mairie répondant favorablement à une pétition des commerçants de ce quartier (réputé pour être un véritable coupe-gorge pour les consommateurs qui y vont régulièrement vider leur compte en banque). La surveillance est devenue un facteur à part entière de l'urbanisation de la ville, l'implantation des caméras s'organise ainsi en fonction de la création ou du renforcement des quartiers vitrine de la ville. Tandis que dans d'autres quartier, les « *réponses* » seront plutôt plus de flics, ou des éducs de nuit.

Sur la place des Carmes, comme dans d'autres quartiers, les projets de caméras ont accompagné les plans de restructuration de la ville en suivant cette organisation : réfection réhabilitation, installation de caméras reliées au réseau de fibres optiques, augmentation des loyers, et une autre délinquance s'installe dans les anciens quartiers populaires…

Blague à part, on peut se demander si le plan d'urbanisation en Avignon suit une logique de réseaux de fibre optiques. Peut être même que la mairie réhabilite les uns après les autres tous les quartiers de la ville dans le seul but de mettre des caméras partout, et d'utiliser ce réseau très coûteux et les super salles super secrètes des commissariats. Après le rayonnement culturel, voici le rayonnement sécuritaire de la ville.



L'insécurité, plus qu'un mythe, un marché

Si la répression qu'entraînent les caméras est quantifiable, le profit qui s'en dégage est également chiffré : en dix ans (de 1993 à 2003), le chiffre d'affaire de la vidéosurveillance est passé de 182,9 à 490,3 millions d'euros (source *Informations Sociales*, août 2005).

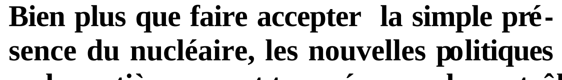
Sans oublier les profits non négligeables commis par les services de fourrière qui peuvent ainsi repérer les véhicules stationnés en dehors des aires aménagées ; ou les patrons qui peuvent augmenter le rendement par la surveillance des salariés ; ou bien les groupes de grande distribution qui épient les moindres gestes de leurs clients pour déceler des attitudes de consommation et repérer les voleurs.

Le marketing de la surveillance n'a de cesse de se développer, bien plus vite probablement que la « *délinquance urbaine* ». Ainsi au début des années 2000, le projet Orion, logiciel de reconnaissance par informatique qui définit des grilles d'analyse visuelles de comportements dits « *suspects* » est mis au point par l'INRIA[7]. Voici comment, avec un peu plus de franchise que les politiciens, l'INRIA présente cette technologie : « *le sentiment croissant d'insécurité parmi la population a conduit les sociétés privées et, dans une certaine mesure, les autorités publiques, à intégrer des systèmes de sécurité*

Malgré les accidents répétés dans des centrales, le nucléaire et les risques qu'il induit pour l'ensemble des travailleurs d'un bout à l'autre de cette industrie, furent longtemps cachés et minimisés.

Depuis Hiroshima, ces risques n'étaient perçus que d'un point de vue militaire. L'accident de Tchernobyl fut l'un des tournants dans la politique menée par les gestionnaires du nucléaire. Un temps nié, le risque devenait réalité : palpable par la dimension de la contamination, par l'existence d'humains en zone contaminée, par la gestion d'une survie et le confinement. Les défenseurs du nucléaire se présentèrent comme seuls capables de gérer un désastre dont ils étaient responsables et mandatèrent une somme de scientifiques afin d'examiner la situation et d'en tirer des conclusions allant dans le sens d'une continuité des programmes nucléaires existants.

L'URANIUM ENRICHIT



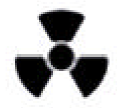
Bien plus que faire accepter la simple présence du nucléaire, les nouvelles politiques en la matière se sont tournées vers le contrôle des populations exposées.

Ces dernières années, les exercices de simulation se sont multipliés. Sous couvert de rassurer des populations potentiellement exposées, ces politiques visent à l'acceptation d'une vie en zone contaminée. Des hordes de scientifiques, de médecins et de militaires sont mobilisées. Les uns pour nous expliquer qu'il est possible de survivre et de continuer à vivre dans ces conditions, les autres pour nous faire comprendre, les armes à la main, que le choix n'est laissé à personne.

Le nucléaire ne peut exister sans une plus grande militarisation de nos vies,
sans un plus large contrôle de l'Etat et de ses scientifiques sur notre existence.
Il n'y a pas de critique du nucléaire sans remise en cause de la société qui le produit.

IL N'EXISTE PAS DE LUTTE CONTRE LE NUCLEAIRE SANS DEXTRUCTION DE CETTE SOCIETE.

Tract anonyme diffusé lors de la manifestation contre ITER à Marseille ce 10 novembre.



Un ITER aujourd'hui Militaire toujours

ITER arrive près de chez toi, presque sous ton nez… c'est un projet de recherche mondial sur l'éventuelle possibilité lointaine de maîtriser la fusion nucléaire pour peut-être produire un jour de l'énergie (ce n'est même pas sûr). Ce sera un fragile réacteur expérimental très coûteux posé sur la faille sismique en activité de Cadarache.

ITER représente une nouvelle étape pour une société qui a besoin de toujours plus d'énergie.

Cette boulimie ne peut se concrétiser sans promesses d'énergies durables. Le nucléaire est de celles que l'on nous vante comme pérennes, sûres, et surtout incontournables. Il en est de même des alternatives éoliennes, solaires ou autres trouvailles qui, derrière un alibi écologiste, n'ont d'autre but que de fournir cette boulimie. Cette opposition entre les pro-nucléaires et les partisans des alternatives se réduit alors à de pauvres débats d'experts.

Pour autant, le nucléaire n'est pas une manière de produire de l'énergie comme une autre.
Bien plus qu'un simple fournisseur, il induit de nouvelles formes d'organisation et de gestion des populations par l'Etat, ses auxiliaires et ses annexes. Il entérine encore un peu plus les formes d'organisation sociale, politiques et économiques existantes.

En effet, une société nucléarisée, pour exister, a d'absolues nécessités.
La première d'entre elles est que la mise en place d'une industrie sous-tend évidemment une forme d'organisation économique qui puisse permettre de disposer de main d'œuvre, d'extraire l'ensemble des matières premières, d'entreprendre de grands travaux de voirie et de construction, de pouvoir gérer des populations, etc. En bref la misère et l'exploitation quotidiennes. En cela le nucléaire n'a rien d'exceptionnel.

La question militaire de la société nucléarisée prend tout son sens au vu des débats politiques et scientifiques autour des déchets, du risque, et de la gestion de l'irradiation. Et c'est en cela que le nucléaire est spécifique.

pour protéger leurs équipements ou leurs intérêts commerciaux ». Le but est bien de vendre un produit pour nourrir et protéger le Capital (les dernières mises à jour de ce logiciel sont tout particulièrement destinées aux banques)[8].

« Les caméras c'est mal, vous voyez ? »[9]
En face, la résistance s'organise, mollement. Si parfois, des caméras sont sabotées, détruites ou dérobées, la plupart du temps, l'opposition prend la forme d'associations citoyennistes et réglementaristes[10]. Comme s'il pouvait y avoir une bonne vidéosurveillance, ou comme si les stigmatisations ou atteintes à la vie privée n'étaient que des « *dérives* » du tout sécuritaire qu'il suffirait de maîtriser.
« Ne nous laissons pas prendre aux effets d'annonce spectaculaires mais illusoires de politiciens opportunistes qui jouent sur le fantasme de l'insécurité. Délinquance et violence ne sont que le fruit d'une société malade des inégalités, de la misère, de la loi du plus fort et de l'argent roi… elles ne disparaîtront qu'avec elle ! »[11].

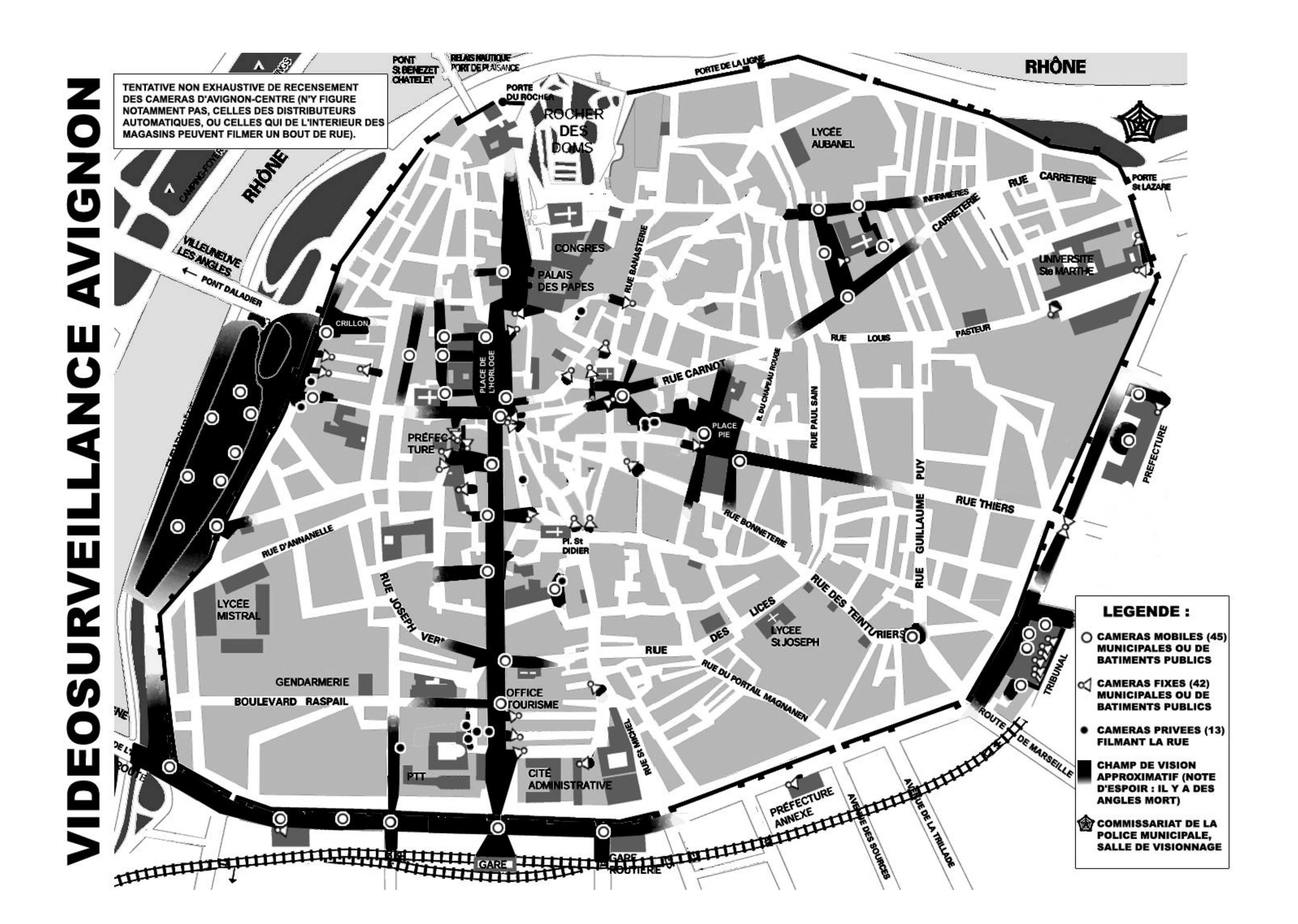
Gladice Calpelle

[1] *Vaucluse Matin*, 19/02/03.
[2] Le 4 octobre 1994, Florence Rey et Audry Maupin, deux jeunes squatteurs proches de la mouvance autonome s'élancent dans une course poursuite avec les flics après avoir braqué des armes à la préfourrière de Pantin en banlieue parisienne. Une fusillade éclate, qui provoque cinq morts : trois flics, un chauffeur de taxi, et Audry Maupin. Florence Rey est condamnée à 20 ans de réclusion criminelle.
[3] Déclaration de Michelle Alliot-Marie lors de l'installation de la Commission Nationale de Vidéosurveillance créée le 09/11/07 (Source : Ministère de l'Intérieur).
[4] Pour exemple, en 2005, les caméras auraient provoqué 150 interpellations en Avignon. *Avignon actualité*, novembre 2005.
[5] Virginie Despentes, *King Kong Théorie*, Grasset, 2006.
[6] Marie José Roig, député maire d'Avignon, *Avignon actualité*, novembre 2007.
[7] INRIA : Institut National de Recherche en Informatique et Automatique.
[8] Un décret datant de 1997 oblige certains propriétaires ou exploitants de locaux industriels ou commerciaux, dont les banques, à sécuriser leurs magasins (y compris par des caméras).
[9] Le professeur dans South Park.
[10] La loi Pasqua de 1995 prévoit notamment de masquer sur les images les halls d'entrée et les fenêtres des domiciles et de détruire les enregistrements au bout de 7 jours maximum.
[11] Tract d'un collectif d'action contre les caméras à Lyon dans les années 1990.

Avignon n'a pas le monopole de la vidéosurveillance en Vaucluse

En 2007, un Fond Ministériel pour la Prévention de la Délinquance a été mis a disposition des municipalités pour tenter de réprimer toute forme de petite délinquance. Le Pontet[1] prévoit ainsi l'installation d'une douzaine de caméras reliées à un terminal dans l'ancienne mairie ; Cavaillon a également obtenu son petit système dernier cri[2]. A Sorgues, un projet a été annoncé l'hiver dernier pour « *compléter le travail de prévention et de répression de la police municipale, du service politique de la ville et des forces de la gendarmerie* »[3]. Et à Piolenc en 2006, 5 caméras ont été installées, reliées par câble optique à la police municipale pour un coût de 95 000 Euros[4]. L'Isles-sur-la-Sorgues est désormais équipée de 15 caméras contre 7 en 2003[5]. Dans la Capitale Mondiale des Antiquaires, il n'y a pourtant pas beaucoup d'agressions...
Cette liste n'est pas exhaustive.

1 – *La Provence*, 29/11/07. 2 – *Le Vaucluse*, 12/11/07. 3 – *La Provence*, 14/01/07. 4 – *Le Vaucluse*, 12/01/07. 5 - *Les petites affiches du Vaucluse*.


VIDEOSURVEILLANCE AVIGNON
TENTATIVE NON EXHAUSTIVE DE RECENSEMENT DES CAMERAS D'AVIGNON-CENTRE (N'Y FIGURE NOTAMMENT PAS, CELLES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES, OU CELLES QUI DE L'INTERIEUR DES MAGASINS PEUVENT FILMER UN BOUT DE RUE).
PONT St BENEZET CHATELET
RELAIS NAUTIQUE PORT DE PLAISANCE
PORTE DU ROCHER
ROCHER DES DOMS
PORTE DE LA LIGNE
RHÔNE
LYCÉE AUBANEL
RUE CARRETERIE
PORTE St LAZARE
INFIRMIERES
CARRETERIE
UNIVERSITE Ste MARTHE
CONGRES
PALAIS DES PAPES
RUE BANASTERIE
VILLENEUVE LES ANGLES
PONT DALADIER
CRILLON
PLACE DE L'HORLOGE
RUE LOUIS PASTEUR
RUE CARNOT
R. DU CHAPEAU ROUGE
RUE PAUL SAIN
PLACE PIE
PRÉFECTURE
PRÉFECTURE
RUE THIERS
RUE GUILLAUME PUY
RUE BONNETERIE
Pl. St DIDIER
RUE D'ANNANELLE
RUE JOSEPH VERNET
LYCÉE MISTRAL
RUE DES TEINTURIERS
RUE DES LICES
LYCEE St JOSEPH
RUE DU PORTAIL MAGNANAN
TRIBUNAL
GENDARMERIE
BOULEVARD RASPAIL
OFFICE TOURISME
RUE St MICHEL
PTT
CITÉ ADMINISTRATIVE
PRÉFECTURE ANNEXE
AVENUE DES SOURCES
AVENUE DE LA TRILLADE
ROUTE DE MARSEILLE
GARE
GARE ROUTIERE
LEGENDE :
CAMERAS MOBILES (45) MUNICIPALES OU DE BATIMENTS PUBLICS
CAMERAS FIXES (42) MUNICIPALES OU DE BATIMENTS PUBLICS
CAMERAS PRIVEES (13) FILMANT LA RUE
CHAMP DE VISION APPROXIMATIF (NOTE D'ESPOIR : IL Y A DES ANGLES MORT)
COMMISSARIAT DE LA POLICE MUNICIPALE, SALLE DE VISIONNAGE